

Hassan II, du féodal au (presque) libéral

Paul Balta

Hassan II, dix-septième souverain de la dynastie alaouite, installée en 1666, s'est éteint le 23 juillet à Rabat à l'âge de 70 ans. Son long règne de trente-huit ans — il était monté sur le trône à la mort de Mohamed V, le 26 février 1961 — s'est achevé mieux qu'il n'avait commencé. Monarque absolu et féodal à ses débuts, il s'est imposé depuis la fin des années 1980 comme le chef d'Etat le plus libéral du monde arabe et ce malgré les atteintes aux droits de l'homme commises dans le passé. Il est le seul aussi à avoir, depuis février 1998, pratiqué l'alternance (même s'il revient à Mohamed VI de la parfaire et de la consolider) en nommant Premier ministre Abderrahmane Youssoufi, chef de l'USFP et ancien prisonnier politique.

Quel contraste entre le beau prince Moulay Hassan, fringant et arrogant, flambeur et impulsif, cassant mais charmeur si nécessaire, et le monarque vieillissant, sage et paternel, traits tirés et regard las qui n'hésitait pas, quelques semaines avant sa mort, à admettre qu'il avait commis des erreurs et à exprimer ses «regrets» pour ses manquements aux droits de l'homme¹. A la fin des années 1960, une formule circulait dans les milieux diplomatiques au Maghreb : «Boumediene est un joueur d'échecs, Hassan II un as du poker ! » A l'époque, les monstres sacrés qu'étaient le roi Fayçal d'Arabie et Habib Bourguiba le considéraient avec condescendance et Gamal Abdel Nasser aurait vu d'un bon œil des «Officiers libres» marocains remplacer la monarchie par une république. Or, au fil des ans, le tacticien fougueux préoccupé de préserver avant tout les privilèges de l'absolutisme royal s'est mué en stratège soucieux de l'avenir de la dynastie et de la nation.

Cette évolution ne l'empêcha pas de conserver le goût du faste et de

veiller à préserver sa fortune, la plus importante du Maroc (elle serait estimée à plus de dix milliards de francs). Il avait le sens du symbole et en a joué parfois avec cynisme, toujours avec lucidité, pour frapper les imaginations et entraîner l'adhésion à sa personne, à sa fonction, à son action. Dans ce pays de culture qu'est le Maroc mais où la moitié de la population est analphabète, il a utilisé le signe et l'image pour exprimer les facettes de sa personnalité et de sa politique comme en témoigne, entre autres, le choix de ses tenues à la télévision et dans la vie publique. «Commandeur des croyants», Il revêt la djellaba blanche traditionnelle lors des cérémonies officielles. Simple fidèle d'un islam qui se veut égalitaire, il ceint avec humilité le drap blanc du pèlerinage à La Mecque. Gardien du trône, il reçoit l'allégeance de ses sujets du haut de son cheval d'apparat dans le *méchouar* (palais royal). Chef des armées, il arbore l'uniforme d'amiral (il a été officier sur la Jeanne d'Arc), d'aviateur (c'est un pilote accompli) ou de général. Dans ce pays où le football est roi, il coiffe, avec un savant négligé, la casquette du sportif en tenue de golf ou la bombe du cavalier. Enfin, le complet veston qu'il porte le plus souvent, contrairement à son père, traduit sa volonté de modernité².

Il n'avait pas que l'apparence. Si autant de chefs d'Etat se sont rendus à Rabat pour lui rendre un dernier hommage ce n'était pas simplement en raison de sa fonction et du rôle qu'il a joué sur la scène régionale et internationale, en particulier dans le processus de paix israélo-arabe. Rois, présidents, premiers ministres, bref ses principaux interlocuteurs — tout comme les journalistes, y compris beaucoup de ceux qui l'ont combattu — appréciaient sa conversation ; je le précise car certains d'entre eux (Anouar al Sadate, François Mitterrand, Shimon Pérès...) me l'ont dit. En effet, contrairement à nombre de dirigeants qui pratiquent la langue de bois ou recourent à un langage formel, il avait le sens de la formule, faisait de subtiles analyses et se montrait parfois visionnaire. Il est vrai qu'il a appris, après bien des faux-pas et des bavures comme la «guerre des sables» (1963) avec l'Algérie qui venait d'accéder à l'indépendance, que la politique, art du possible, est une longue patience.

Régner et gouverner

C'est le 9 juillet 1929 qu'il a vu le jour. Dès l'âge de deux ans, il reçoit une double éducation, arabe et française. Il a moins de dix ans quand son père commence à l'initier aux arcanes du pouvoir. Dans *Le défi*³, il

raconte sa participation à l'entrevue historique d'Anfa, en juin 1943, avec Winston Churchill et Franklin Roosevelt qui avait notamment déclaré : «*Le système colonial est périmé et à mon avis condamné*». Cette rencontre le marque et il en conservera le goût de la diplomatie dont il demeurera toujours, une fois roi, le véritable chef. Malgré les heurts avec la Résidence générale, dont les occupants méprisent les «indigènes» contrairement au maréchal Lyautey, le Sultan — que De Gaulle fera Compagnon de la Libération — se range aux côtés de la France libre ; quelque 20 000 Marocains mourront pour elle. Néanmoins, la paix revenue, le Maroc n'obtient pas l'indépendance tant espérée. Le monarque la réclame avec force dans un discours prononcé à Tanger le 10 avril 1947. Paris réagit en nommant Résidents des généraux énergiques, Juin puis Guillaume.

Devenu, sans complaisance, docteur en droit de l'Université de Bordeaux, Moulay Hassan conseille désormais son père et participe à la rédaction du discours du trône de 1952, considéré comme la Charte du nationalisme marocain. Le général Guillaume riposte en encourageant les intrigues du Glaoui, pacha de Marrakech, qui fait proclamer un sultan fantoche, Mohamed Ben Arafa, puis il somme Sidi Mohamed d'abdiquer. Ferme et digne, il refuse. Le 20 août 1953, il est arrêté et exilé avec sa famille en Corse puis à Madagascar. Toutefois, redoutant un embrasement du Maghreb à la suite de la guerre d'Algérie qui a commencé le 1er novembre 1954 à l'appel du FLN, la France le rétablit dans ses droits. Le Sultan rentre triomphalement à Rabat le 16 novembre 1955 et prend le titre de roi Mohamed V. Le Maroc accède à l'indépendance le 6 mars suivant, trois semaines avant la Tunisie.

Le roi voit cependant se dresser deux forces qui se sont aguerries dans la lutte anti-coloniale : l'*Istiqlal*, parti de l'Indépendance, fondé en 1943 par Allal el Fassi avec son parrainage, et l'Armée de libération nationale ; elles entendent opposer la légitimité populaire à la légitimité dynastique. Proclamé prince hériter le 9 juillet 1957, Moulay Hassan se voit confier la tâche risquée d'organiser les Forces armées royales afin d'y intégrer les troupes de l'ALN influencées par la gauche de l'*Istiqlal* qui fera scission, en 1959, pour former l'Union nationale des forces populaires. Période agitée : des révoltes éclatant dans le Tafilalet (1957), au sud, et dans le Rif (1958-1959), au nord ; en outre, la France prépare l'indépendance de la Mauritanie qui, aux yeux du souverain faisait partie de l'empire chérifien de même que le Sahara espagnol et une partie de l'ouest algérien. Chef d'état-major

des FAR, le prince héritier fait preuve de fermeté à l'égard de l'armée et conseille à son père de rompre avec la tendance progressiste. Il devient une cible.

En février 1960, il échappe à un premier complot visant à l'assassiner. Selon le Palais, Mehdi Ben Barka, chef charismatique de l'UNFP, en serait le «cerveau». Le 27 février 1961 Mohamed V s'éteint. Hassan II lui succède et forme son premier gouvernement le 2 juin. L'UNFP et le Parti communiste sont tenus à l'écart. Néanmoins, pour exaucer le vœu de son père d'instaurer «une monarchie constitutionnelle basée sur la séparation des pouvoirs», il fait approuver par référendum, le 7 décembre 1962, une constitution qui va dans ce sens et dont l'article 3 stipule : «il ne peut y avoir de parti unique». En réalité, le jeune souverain entend et régner et gouverner ! Les dix années qui suivent, les plus noires de son règne, ont un goût de sang et de mort. Juillet 1963, nouveau complot ; Ben Barka est condamné à mort par contumace.

Mars 1965 : de sanglantes émeutes éclatent à Casablanca et s'étendent à d'autres villes. La Chambre, qui s'est réunie pour la première fois le 18 novembre 1963 et compte un nombre appréciable d'élus de l'UNFP, veut mettre en œuvre des réformes et lutter contre la corruption. Le 7 juin 1965, alors qu'elle délibère, elle est dissoute par le roi ! En octobre, Ben Barka est enlevé à Paris et assassiné en secret. L'opération a été montée par le général Oufkir, ministre de la Défense, et son adjoint le colonel Dlimi. Mystérieuse affaire jamais vraiment élucidée. Paris et Rabat sont au bord de la rupture. «Il faut que les vrais responsables, Oufkir et Dlimi, soient condamnés. Le roi, bien entendu, est complice et même l'inspirateur», confie le général de Gaulle à Vincent Monteil⁴. Il faudra attendre l'élection de Georges Pompidou, en 1969, pour que les relations bilatérales retrouvent un cours normal, voire amical, grâce à Michel Jobert, secrétaire général de l'Elysée puis ministre des Affaires étrangères, né à Mekhènes. Juillet 1970 au Maroc : nouvelle constitution pour «limiter le jeu stérile des partis» et réduire les pouvoirs du Parlement, puis élections législatives truquées. Le roi nomme le Premier ministre et les ministres, met fin à leurs fonctions, préside le Conseil, est chef des FAR, promulgue la loi, exerce le droit de grâce. Allal el Fassi dénonce «l'état d'exception permanent». Des jacqueries éclatent. Le mécontentement gronde. Une tragédie s'annonce.

10 juillet 1971 : au cours d'une somptueuse réception au palais de Skhirat, les cadets de l'Ecole d'Ahermoumou ouvrent le feu. Une boucherie ! Le trône vacille. Soudain, le roi renverse la situation ; enfermé depuis le début dans un réduit, il se fait reconnaître des insurgés qui

demandent pardon. Les chefs de la conjuration seront exécutés et leurs complices envoyés au sinistre bagne de Tazmamart dont l'existence ne sera découverte que bien plus tard (il sera rasé, sur ordre du souverain, en 1992). 16 août 1972 : le Boeing qui ramène Hassan II de Paris est pris en chasse par des F-5 de l'armée. Malgré les tirs de roquettes qui blessent des passagers, le roi refuse de se poser à la base de Kénitra et atterrit à Rabat. Au moment où il quitte le salon d'honneur, nouvelle rafale. Il a la baraka ! Il est sauf ! Cette fois c'est Oufkir qui a organisé le putsch manqué. Convoqué au Palais, il se serait «suicidé» de deux balles dans le dos. Sa femme et ses enfants sont mis au secret et y resteront vingt ans⁵. Hassan II n'a échappé que par miracle à ces deux tentatives de régicide. Homme de courage et d'intelligence, il entend ce double avertissement du destin et décide de «*changer quelque chose*» à sa façon de gouverner. Certes, il mettra vingt ans avant de procéder au «toiletage» de la dernière constitution, en 1992, en vue de permettre un jour d'associer au pouvoir des partis d'opposition et de pratiquer l'alternance. Entre-temps, le royaume connaît des hauts et des bas, des élections truquées, la libération d'une centaine de détenus (1980), mais l'arrestation, un an plus tard, d'Abderrahim Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires, née d'une scission, en 1972, de l'UNFP, et les émeutes de la vie chère, début 1984, sévèrement réprimées et suivies de procès expéditifs... Cette même année, le roi nous affirme, sans ciller «*Je n'ai pas de détenus politiques. Sauf peut-être quatre ou cinq*»⁶. La plupart (350) seront libérés en 1994. Que de chemin parcouru, et quelle métamorphose, quand on pense à la réponse qu'il a faite à Jean Daniel deux semaines avant sa mort à leur sujet : «*J'ai évidemment un regret qui concerne le temps que ces personnes ont passé en prison. Et un regret plus vif quand je pense aux conditions dans lesquelles elles ont été traitées*». Dommage qu'il n'ait pas autorisé l'opposant Abraham Serfaty à regagner son pays auquel il demeure si attaché malgré l'exil après dix-sept ans de prison.

Une diplomatie très active

1973 aura été l'année du bon tournant. Il a compris qu'il a besoin de l'adhésion populaire. A l'intérieur il l'obtient avec la marocanisation des terres des anciens colons. Fort de ce succès il redéploie son génie diplomatique à l'extérieur. En effet, après le Sommet de Rabat (1969) qui donnera le jour à l'Organisation de la conférence Islamique, le

Maroc s'était replié sur lui-même. Il revient donc en force sur la scène arabe, musulmane et méditerranéenne. Non seulement il ne la quittera plus mais encore il y jouera souvent un rôle déterminant.

1973 est aussi l'année où le Front Polisario, constitué le 10 mai, entame sa lutte contre l'Espagne au Sahara occidental qui, pour Hassan II ne peut-être que le Sahara marocain. Houari Boumediene, qui ne souhaite pas voir remise en cause la dévolution du Sahara, défend le droit des peuples à l'autodétermination dans les frontières héritées de la colonisation, conformément aux principes de l'OUA et de l'ONU. Le roi lui oppose une autre logique : si le Maroc n'avait eu qu'un seul colonisateur c'est l'ensemble du pays, de Tanger au fleuve Sénégal, qui aurait accédé à l'Indépendance sous l'autorité de la dynastie alaouite conformément à la tradition séculaire. Réaliste, il ne revendique plus la Mauritanie indépendante depuis 1958. Ayant le sens de la mise en scène et des rapports de force, il organise la Marche Verte : à partir du 6 novembre 1975, 350 000 personnes défilent pacifiquement jusqu'à la frontière du territoire contesté. Il consolide ainsi l'unité autour de sa personne et oblige l'Espagne à faire un geste : le 14 novembre l'Accord de Madrid consacre le partage du Sahara entre Rabat et Nouakchott.

L'ONU décidera quand même l'organisation d'un référendum d'autodétermination, sous sa supervision, donnant le choix aux Sahraouis entre le rattachement au Maroc ou l'indépendance. Grand manœuvrier, Hassan II n'hésite pas à conclure, en 1964, un mariage contre nature avec son ennemi de toujours, le colonel Kadhafi, pour neutraliser l'Algérie qui soutient le Polisario. Deux ans plus tard c'est le divorce, mais le roi a profité du répit pour renforcer son emprise sur le Sahara occidental. De manœuvres en astuces, la consultation, sans cesse ajournée, est prévue pour juillet 2000. L'issue en est incertaine mais Hassan II a profité de ce quart de siècle pour intensifier la marocanisation du territoire.

Le monarque n'oublie pas que les dynasties almoravide et almohade avaient réalisé, brièvement sans doute, l'unité du Maghreb, au XI^e-XIII^e siècle. Il a également conscience que sans un axe Alger-Rabat (comparable à l'axe Paris-Bonn qui a été la base de l'Union européenne) il n'y aura pas de Maghreb ! Le 10 juin 1988, il participe à Zéralda, près d'Alger, au premier sommet maghrébin de l'histoire, réunissant Libye, Tunisie, Algérie, Maroc et Mauritanie. Le 17 février 1989, à Marrakech, l'Union du Maghreb arabe voit le jour. Depuis, elle n'a cessé de piétiner en raison, entre autres, de la guerre civile en Algérie, de l'embargo sur la Libye de 1992 à 1999 et des rivalités entre chefs.

Qu'à cela ne tienne, le roi renforce la coopération avec l'Europe et s'implique dans le processus euro-méditerranéen mis en œuvre à Barcelone le 28 novembre 1995. Enfin, il s'est immédiatement félicité de l'élection du président Bouteflika parce qu'elle pourrait donner son second souffle à l'UMA pour mieux faire face à la mondialisation et à l'organisation de la zone de libre échange en Méditerranée prévue pour 2010 par la Déclaration de Barcelone.

Le Maghreb, malgré ses spécialités, est lié au Machrek par la religion, l'histoire et les intérêts stratégiques et économiques. Les juifs marocains ont été jusqu'à l'arrivée des Russes, la plus importante communauté d'Israël et ils demeurent attachés à leur terre natale ; parallèlement, comme son père, le souverain est attentif à ceux restés dans le royaume. Les uns et les autres l'ont donc aidé dans son jeu diplomatique au Proche-Orient. Président du Comité el Qods (Jérusalem), Hassan II soutient fermement l'OLP et Yasser Arafat mais, parallèlement, il maintient des contacts d'abord secrets puis publics avec les dirigeants israéliens. C'est lui qui a favorisé, en 1977, le voyage d'Anouar al Sadate à Jérusalem ouvrant ainsi la voie aux Accords de Camp David (1978) et au traité de paix israélo-arabe (1979). Il a également accueilli plusieurs sommets de la Ligue arabe et de l'OCI et y a fait prévaloir une ligne réaliste et modérée. En 1982, à Fès, il a fait adopter le plan de paix proposé par le roi Fahd d'Arabie au terme duquel les pays arabes (à l'exception de la Libye) reconnaissent implicitement l'Etat d'Israël en espérant, en échange, qu'il reconnaîtrait l'OLP. Ainsi, pour la première fois depuis la création de l'Etat hébreu, en 1948, une stratégie de paix était substituée à la stratégie de guerre. Dans la même logique, il a inspiré le processus de paix engagé par Itzhak Rabin et Shimon Pérès qu'il avait reçu dans son palais d'Ifrane.

Une situation intérieure contrastée

Les succès diplomatiques ont contribué à accroître le prestige du roi dans le peuple marocain mais n'ont pas pour autant supprimé les problèmes intérieurs, en particulier dans le domaine économique et social. En fait la situation est contrastée. Ainsi, quand dans les années 1960, le Tiers Monde ne rêvait que d'industrialisation, Hassan II avait parié sur l'agriculture et fait construire des réseaux de barrages dont l'utilité est unanimement reconnue. Il a été aussi un des tout premiers à lancer une politique d'autonomie communale et de décentralisation

au milieu des années 1970. La libéralisation économique amorcée en 1985 a donné des résultats mais qui demeurent insuffisants. Certes, dans le domaine de la pêche, le Maroc est au premier rang de l'Afrique (25e mondial) et la Bourse de Casablanca est la plus active du Maghreb. Mais il y a aussi des points noirs et ils sont importants. Pour le PIB par tête, le Maroc est l'avant-dernier de l'UMA avec 1 260 \$ (4 500 en Libye, 1 930 en Tunisie, 1 720 en Algérie, 470 en Mauritanie) et l'endettement, 22 milliards de dollars, représente 39% du PIB. Le taux de chômage est d'environ 20% et 25% des 30 millions de Marocains vivent en dessous du seuil de pauvreté. Pis, l'économie souterraine (trafic de drogue, contrebande, etc.) représenterait 50% du PNB global : c'est une situation malsaine même si elle contribue à réduire les tensions sociales. Enfin la corruption, cette gangrène, est réelle à tous les niveaux.

Devant la montée de la vague islamiste dans le monde musulman, Hassan II s'est certes prévalu de son titre de «Commandeur des croyants» mais il a aussi pris diverses mesures en alternant tradition et modernité. Ainsi a-t-il fait rénover et assainir Casablanca, principal foyer d'agitation urbain, mais il a aussi «marocanisé» cette mégapole européenne et y a fait édifier la mosquée Hassan II que prolonge un vaste complexe religieux et culturel. Certes, la souscription populaire pour la construction —volontaire, mais obligatoire dans les faits— a donné lieu à de nombreux abus. Pourtant même les plus pauvres ont pardonné parce que le roi a «*beaucoup fait payer les riches*» et qu'ils sont fiers, comme tous les Marocains, de ce «*sanctuaire splendide*», le plus vaste après celui de La Mecque.

De même ont-ils apprécié qu'il se soit inscrit dans la lignée des grands bâtisseurs comme les plus illustres de ses ancêtres. Il a préservé l'héritage culturel, enrichi le patrimoine architectural traditionnel et contemporain, édifié des palais, embelli les cités impériales — Fès, Marrakech, Mekhnès, Rabat — rénové des villes comme Essaouira (Mogador) ou Tanger et évidemment Casablanca. Lorsqu'il avait fait édifier le mausolée Mohamed V, où il repose désormais aux côtés de son père et de son frère, il avait découvert que plusieurs corps de métiers traditionnels étaient en voie d'extinction ; il avait alors fait appel aux maîtres pour former la relève. L'impact avait été fort dans l'imaginaire du peuple qu'il a associé à sa démarche. Depuis, il n'est guère de famille aisée qui ne tienne à avoir à côté du salon moderne à l'européenne, le salon traditionnel avec ses plafonds en bois sculpté, ses stucs, ses vitraux, son mobilier à l'ancienne. Depuis, également,

ces artisans sont très sollicités dans les émirats du Golfe persique et d'autres pays musulmans.

Nombre d'Européens ont été étonnés de l'affluence, aux funérailles, d'une foule estimée à deux millions de personnes. Une première réponse nous est donnée par une réflexion faite par le roi : *«Il ne faut pas oublier que le contrat qui me lie (au peuple) est un contrat d'allégeance. Je pense que c'est une chose que l'esprit cartésien ne peut pas comprendre»*. Il ne faut pas oublier, non plus, qu'on peut être analphabète et porteur de culture et que les Marocains, qui n'ont jamais connu d'occupation, sauf par la France, sont profondément enracinés dans leur terre et imprégnés de leur histoire. Force est d'admettre, qu'en dépit de tous les reproches qui lui ont été faits, Hassan II avait réussi à établir un lien particulier avec ses sujets ; il s'adressait à eux sur un ton à la fois paternel et respectueux auquel ils étaient sensibles. Il était donc haï de certains et pourtant admiré, redouté de tous mais adulé, critiqué par les plus courageux, mais respecté. Il est vrai aussi que toute atteinte à la devise du royaume «Dieu, le roi, la Patrie» peut être punie par la loi. Depuis qu'il était monté sur le trône, il espérait être surnommé un jour «le Rassembleur» ou «l'Unificateur» des hommes et des terres, en parachevant l'œuvre de Mohamed V appelé le «Libérateur». Il a légué à son fils un Maroc plus structuré, plus uni et un peu moins féodal que celui dont il avait hérité. A quel titre aspire Mohamed VI alors que le peuple attend de lui plus de justice sociale et plus de démocratie ? Le «Réconciliateur» ? Le «Novateur» ? Le «Réformateur» ? Ce serait un beau et grand défi !

Paul Balta est journaliste et écrivain.

Notes :

1. Interview à Jean Daniel, Le Nouvel Observateur, 8 juillet 1999.
2. Paul Balta, Le Monde, 25-26 juillet 1999.
3. Hassan II, Le Défi, mémoires, Albin Michel, Paris, 1978.
4. Vincent Monteil, Le Maroc, Seuil, coll. «Petite Planète», Paris, 1967.
5. Malika Oufkir et Michèle Fitoussi, La prisonnière, Grasset/Fasquelle, Paris, 1999.
6. Interview à Paul Balta et Jacques Amalric, Le Monde, 10 novembre 1984.

